

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

Des guadeloupéens caribéens pensent la Guadeloupe et le Monde

NEUVIÈME ANNÉE N°1092 DU 15 SEPTEMBRE 2014

1801/2014 : 213^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

BONNE SEMAINE

2014 ANNÉE DES CHÔMEURS ET DE LA FAMILLE GUADELOUPÉENNE

SUIVEZ NOUS SUR :

facebook

twitter

Google+

Email

SELON L' IEDOM ET D'AUTRES ORGANISMES

LES PERSPECTIVES

ÉCONOMIQUES

POUR LA FIN DE L' ANNÉE

SONT MÉDIOCRES

LES TITRES

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 9

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 15

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 16

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 19

Nombre de pages :21

LA NATION

PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :

22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

ADMINISTRATION :

Géré par l'association Média Caraïbe.

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : **DAVILA JACQUES**

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: **JEAN PAUL ELUTHER**

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : **José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila;**

wesleyAminata.

2 LA NATION N°1092 /LUNDI 15 SEPTEMBRE 2014

POLITIQUE

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUADELOUPE SELON L'IEDOM EST MÉDIOCRE

Trois indicateurs selon la banque sont mauvais :

« L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse au deuxième trimestre 2014. À 99,6 points, l'indicateur s'établit au niveau de sa moyenne de longue période dont il s'était écarté après un recul au trimestre précédent. Cette amélioration de l'ICA s'explique principalement par l'appréciation globalement positive portée par les chefs d'entreprise, tant sur le trimestre passé que sur le trimestre à venir. Les effectifs et la trésorerie, en particulier, sont mieux orientés. En revanche, les opinions défavorables des entrepreneurs sur l'activité prévue ainsi que celles moins positives sur l'investissement pèsent négativement sur l'indicateur ».

« La consommation des ménages est en baisse au deuxième trimestre, effaçant l'amélioration enregistrée au trimestre précédent. Les importations de l'ensemble des catégories de produits destinés aux ménages diminuent sur le trimestre. Les importations des produits de biens de consommation reculent de 8,3 % (CVS), et atteignent leur plus bas niveau depuis le troisième trimestre 2011. Les importations de produits agroalimentaires affichent un recul de 2,9 % (CVS), et celles des biens d'équipement à destination des ménages de 7,6 % (CVS). Sur un an, les évolutions sont également négatives, en particulier pour les importations de biens de consommation (-8,7 %, CVS) et d'équipement (- 13,4 %, CVS). L'encours des crédits à la consommation enregistre une légère baisse (-0,1 %) entre fin mars 2014 et fin juin 2014. En glissement annuel, l'encours est stable. Selon l'enquête de conjoncture, l'activité du secteur du commerce se stabilise par rapport au trimestre passé, après avoir subi une légère détérioration au premier trimestre. Les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent sur le trimestre. En particulier, le nombre de dossiers de surendettement diminue de 10,7 %, et le nombre de retrait de cartes bancaires recule de 3,4

%. Par ailleurs, les incidents de paiement par chèque baissent de 1,2 %, et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire de 1,3 % ».

« À la fin juin l'investissement progresse faiblement. Les prévisions les plus favorables concernent le commerce et le logement. En revanche elles sont médiocres pour l'industrie et le bâtiment. Les importations de biens intermédiaires affichent une légère hausse trimestrielle (+1,6 %, CVS) après deux trimestres consécutifs de baisse. Les importations de biens intermédiaires diminuent (-1,1 %, CVS) à un rythme moins prononcé qu'au trimestre précédent (-2,0 %, CVS). L'encours des crédits d'investissement continue de progresser à fin juin (+1,3 % en variation trimestrielle), mais enregistre une hausse moins prononcée qu'à fin mars (+2,8 %). L'investissement immobilier des ménages progresse également à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent : l'encours des crédits à l'habitat des ménages augmente de 0,6 % à fin juin, contre +1,1 % à fin mars. En glissement annuel, l'encours des crédits d'investissement et des crédits à l'habitat enregistrent des hausses respectives de 5,6 % et 5,5 %. Les indicateurs de vulnérabilité des personnes morales enregistrent des évolutions contrastées. Le nombre d'incidents de paiement sur effets de commerce enregistrent une hausse (+5,6 %), mais diminue fortement en montant (-22,7 %). Le nombre de radiation d'entreprise baisse (-32,2 %) plus fortement qu'au trimestre précédent (-12,2 %). Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire poursuit sa hausse ce trimestre (+1,5 %, contre +0,5 % à fin mars) ».

« À fin juin, les échanges commerciaux sont en baisse, après avoir augmenté à fin mars. Les importations ont diminué de 3,9 % au deuxième trimestre 2014 (CVS). Cette évolution tient principalement à la baisse des importations de biens de consommation (-8,3 %, CVS) et de produits agroalimentaires (-2,9 %, CVS). En glissement annuel, les importations diminuent de 11,5 % (CVS). Les exportations sont également en baisse (-12,8 % sur le trimestre). En particulier, les exportations des produits agroalimentaires et agricoles diminuent respectivement de 15,2 % et 6,9 % (CVS). Sur un an, les exportations fléchissent de 42,2 % (CVS) ».

Pour le prochain trimestre, L'IEDOM affirme que les

prévisions d'activité sont en baisse dans la plupart des secteurs, tandis que les délais de paiement devraient toujours être détériorés.

ÉCONOMIE , SOCIAL , SCIENCES, TECHNOLOGIE

LES PROPOSITIONS DU MEDEF

Visant à créer 1 million d'emplois en France, l'organisation patronale a concocté une série de propositions.

Supprimer deux jours fériés

Sur les 11 jours fériés existant, le Medef propose d'en supprimer deux, avançant "les complexités d'organisation que les jours fériés induisent" comme "un frein à la croissance et à l'emploi". Cela permettrait un gain de croissance de 1% et une création de 100.000 emplois, selon l'organisation patronale.

Un salaire transitoire inférieur au SMIC

Le Medef prévoirait également un salaire inférieur au SMIC pour "les populations les plus éloignées de l'emploi et qui pourrait être complété par des allocations sociales afin de garantir un pouvoir d'achat équivalent au SMIC", selon les Echos. La mesure permettrait la création de 50.000 à 100.000 emplois sur cinq ans .

En finir avec la durée légale du travail

Permettre aux entreprises de négocier la durée de travail, qui représentera "le seuil de déclenchement des heures supplémentaire", selon Pierre gattaz, serait une autre piste du Medef. Proposer de négocier le taux des majorations horaires et l'aménagement du temps de travail fait également partie des plans du Medef.

Des seuils sociaux remontés

Un "lissage" des seuils sociaux (obligations sociales et fiscales) est proposé dans le document, sans chiffre précis. Gain d'emplois

estimé: 50.000 à 100.000 en trois ans.

Travail le dimanche, CICE, contrat de projet

Autre marotte du Medef: le travail le dimanche. Autoriser les commerces à ouvrir le soir et le dimanche permettrait par ailleurs d'engendrer à terme entre 50.000 et 200.000 emplois nouveaux dans le tourisme, et entre 40.000 et 100.000 dans le commerce et la distribution, selon le document. En outre, l'organisation patronale espère en 2017, que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) sera transformé en baisse de charges, jugée plus simple à calculer pour les patrons. Il propose également la fin de la taxe sur les transactions financières et l'abandon des taxes sur les facteurs de production.

GRÈVE DES AUTO ÉCOLES

Les syndicats d'inspecteurs du permis de conduire appellent à la grève pour contester la réforme appliquée progressivement depuis le 1er juillet dernier. Selon les syndicats, il s'agit de se mobiliser contre les « effets néfastes de la réforme du permis de conduire ». Il semble que les différentes tables rondes organisées avec les services du Ministère de l'Intérieur n'aient pas abouti. Ils réclament entre autres :

- des négociations sur l'organisation de la journée de travail
- l'ouverture immédiate de discussions sur les carrières
- la révision mesures appliquées pour l'ETG (Examen Théorique Général du Code de la route) adaptée à la réalité du terrain

Il faut savoir que la réforme du permis de conduire avait pour objectif de réduire les coûts et les délais de passage pour les candidats :

- Depuis le 1er juillet, la surveillance de l'examen du code est confiée à des gendarmes et policiers en retraite, en attendant que cette activité soit entièrement déléguée à un prestataire agréé par l'Etat à partir de juillet 2015. Cette mesure doit permettre aux inspecteurs de se concentrer sur l'examen pratique.

- Depuis le 1er août, l'épreuve de conduite a été réduite de 35 à 32 minutes afin de permettre aux inspecteurs de faire passer un candidat supplémentaire par jour (13 au lieu de 12).
- Un nouveau système d'attribution des créneaux d'examen aux auto-écoles devra prochainement permettre de réduire les délais d'attente pour les candidats contraints de repasser le permis.
- L'âge de la conduite accompagnée sera également abaissé de 16 ans à 15 ans (avec passage du permis possible à partir de 17 ans et demi) et le dispositif du permis à un euro étendu aux personnes passant le permis pour la deuxième fois.

AUGMENTATION DES PETITES RETRAITES

Le gouvernement va donner "un coup de pouce pour les petites retraites", malgré leur non-revalorisation programmée au 1er octobre, a annoncé dimanche le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, sur Radio J. Le Premier ministre Manuel Valls devrait préciser ce "coup de pouce" mardi lors de sa déclaration de politique générale, a ajouté M. Le Guen. Le gouvernement avait indiqué vendredi que les pensions inférieures à 1.200 euros par mois, qui devaient être augmentées au 1er octobre, ne le seraient pas en raison de la faible inflation. "Même si (le gouvernement) sait qu'aujourd'hui il doit mesurer la dépense publique, en particulier dans le cadre du régime des retraites, il y aura un coup de pouce qui sera fait pour les petites retraites", a déclaré le secrétaire d'Etat. Il a précisé que l'augmentation "donnée en amont" en 2013 s'était révélée "plus importante que l'inflation" et il aurait pu y avoir cette année une baisse du montant des retraites "évidemment ce que ne fait pas ce gouvernement". Dans le Journal du Dimanche, Manuel Valls déclare aussi que le gouvernement entend "compenser l'effet négatif de l'inflation sur les petites retraites", sans autre précision. Le Premier ministre demandera mardi la confiance de la majorité à l'Assemblée, pour la deuxième fois en cinq mois. Les radicaux de gauche, qui devraient lui apporter leur soutien, ont demandé un "coup de pouce" après l'annonce vendredi de l'annulation de la revalorisation promise. Cette annonce a été largement désapprouvée, jusqu'à droite. Les pensions des retraités au minimum vieillesse bénéficieront, elles, "comme le gouvernement s'y était engagé, d'un coup de pouce en octobre", avait précisé vendredi le ministère des Affaires sociales,

sans toutefois communiquer le montant de cette revalorisation. Une personne seule au minimum vieillesse touche actuellement 792 euros par mois

SANTÉ

LE VAGIN CONCURRENT DE L' INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le vagin peut nous soigner. Oui. Une étude repérée par Jezebel et publiée dans la revue Cell montre que le vagin contient une multitude de bactéries qui produisent des molécules dont on pourrait se servir pour fabriquer des produits pharmaceutiques utiles. Le biologiste Michael Fischbach, qui fait partie de l'équipe qui a mené l'étude, interviewé par The Huffington Post, est enthousiaste: «Nous avons l'habitude de penser que les médicaments sont découverts par des compagnies pharmaceutiques, approuvés par la FDA [l'équivalent américain de l'Agence du médicament], puis qu'ils nous sont prescrits par des médecins. Ce que ces recherches prouvent, c'est que les bactéries qui vivent sur et en nous peuvent court-circuiter le processus.» En d'autres termes plus scientifiques, «les bactéries commensales produiraient des centaines de molécules ayant des caractéristiques génétiques susceptibles de servir de base à de nouveaux médicaments», comme l'explique Le Quotidien du Médecin. L'étude menée par les chercheurs de l'université de Californie s'intéresse particulièrement à «une bactérie commensale du vagin, le *Lactobacillus gasseri*, qui produit l'antibiotique lactocilline très proche d'autres utilisés en pharmacie», contre des infections vaginales précise encore le site médical. Avec un avantage: alors que les antibiotiques «traditionnels» s'attaquent à toutes les bactéries (un effet «terre brûlée» selon l'image utilisée par The Huffington Post), l'antibiotique «naturel», lui, n'éliminerait que les pathogènes. Cette recherche n'est pas seulement importante pour le traitement des infections vaginales, explique encore Michael Fischbach. Pour lui, la méthode utilisée pour trouver la bactérie pourrait changer notre façon d'envisager la recherche pharmaceutique et la fabrication des médicaments. Les chercheurs se sont effectivement lancés dans «une très vaste analyse du génome de différentes espèces du microbiome. Leur travail a permis d'identifier 3.118 groupes distincts de gènes bactériens, qui codent pour des enzymes impliquées dans la synthèse de molécules

“médicament-like”, apparentées à des classes pharmaceutiques connues», précise le Quotidien du Médecin. Le chercheur espère que la découverte pourra également bénéficier aux hommes. «Nous pensons qu'ils ont des bactéries produisant le même médicament, mais c'est seulement une espèce bactérienne différente qui vit dans la bouche et qui n'a pas encore été isolée.» «A ma connaissance, c'est le premier travail qui isole de nouveaux composés qui ont un fort potentiel médicamenteux dans le microbiome humain», explique Rob Knight, de l'Université du Colorado, au site Genetic Literacy Project.

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION

AFFAIRES MONDIALES

SOCIÉTÉ, POLITIQUE ET ÉCONOMIE MONDIALES

LE PÉTROLE BRUT POURSUIT SA CHUTE

Les prix du pétrole reculaient lundi en cours d'échanges européens, pénalisés par de mauvaises données économiques chinoises qui ont ravivé les craintes persistantes sur la demande mondiale d'or noir. Vers 10H00 GMT (12H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre, dont c'est le dernier jour de cotation, valait 96,73 USD sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 38 cents par rapport à la clôture de vendredi. Vers 07H00 GMT, le Brent a même glissé jusqu'à 96,21 USD, son niveau le plus faible en séance depuis le 2 juillet 2012. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance perdait 85 cents à 91,42 USD. "Le Brent continue sur la tendance baissière qu'il subit depuis début juillet", indiquaient les analystes de Commerzbank. "L'explication la plus simple est probablement la meilleure: il y a clairement plus de vendeurs que d'acheteurs. Tandis que la demande faiblit, la production ne cesse d'augmenter", expliquaient-ils. De nouvelles données sont venues alimenter ce week-end les inquiétudes des opérateurs sur la demande mondiale d'or noir, avec la publication d'indicateurs économiques chinois samedi. La production industrielle en Chine a notamment marqué

en août un brutal ralentissement, enregistrant son plus bas taux de croissance depuis plus de 5 ans, tandis que les ventes au détail et les investissements en capital fixe ont également ralenti leur progression le mois dernier. "Les données sur la production industrielle chinoise ont été étonnement négatives et indiquent une moindre demande de pétrole" de la part de la Chine, deuxième consommateur mondial d'or noir, jugeaient les experts de Commerzbank. La zone euro est également un sujet d'inquiétudes pour les investisseurs du marché pétrolier, dont la croissance "semble condamnée à rester faible à court terme" selon l'OCDE, qui a publié lundi ses perspectives à court terme pour l'économie mondiale. Les nouvelles sanctions des Occidentaux contre la Russie n'apportaient pas de soutien aux cours du pétrole, car même si elles "pourraient provoquer une baisse de la production pétrolière sur le long terme, elles vont heurter la croissance économique sur le court à moyen terme et réduire la demande de pétrole de la Russie elle-même (cinquième consommateur mondial)", ajoutaient-ils. La Russie est très dépendante de ses exportations d'énergie -- en 2013, 68% des recettes à l'exportation du pays provenaient des ventes de pétrole et de gaz à l'étranger, selon les données compilées par l'Agence américaine d'information sur l'Énergie (EIA).

RALENTISSEMENT DES GRANDES ÉCONOMIES MONDIALES

L'OCDE observe un ralentissement des grandes économies mondiales. Elle épingle en particulier la croissance anémique et le risque de déflation en zone euro, le tout sur fond de risques géopolitiques et financiers importants. L'Organisation pour la coopération et le développement économiques a baissé de 0,4 point par rapport à sa dernière estimation de mai sa prévision de croissance 2014 du produit intérieur brut (PIB) pour la zone euro à 0,8% et de 0,6 point sa prévision pour 2015 à 1,1%. Cette croissance anémique constitue "l'aspect le plus préoccupant" constaté par l'OCDE dans un communiqué. En France en particulier, l'OCDE s'est alignée sur les prévisions récemment annoncées par le gouvernement et prévoit 0,4% cette année, puis 1,0% l'an prochain. En mai, elle espérait encore 0,9%, puis 1,5%. L'Allemagne, moteur économique de la zone, n'est pas épargnée et subit une correction du même ordre: sa croissance est attendue à 1,5% cette année et, surtout, aucune accélération ne serait en vue pour 2015. La révision la plus nette en zone euro est pour l'Italie: l'OCDE annonce une récession (-0,4%) pour cette année et

seulement 0,1% de croissance l'an prochain.Face à cette zone euro au ralenti, les autres grandes économies s'en sortent mieux, selon l'OCDE, même si elles n'échappent pas à un ralentissement. "Il y a un degré croissant de divergence (...). La reprise aux Etats-Unis est solide, la croissance est sur les rails au Japon et en Chine, tandis qu'elle se renforce en Inde après un récent accès de faiblesse. Par contraste, la croissance en zone euro semble condamnée à rester faible à court terme et le Brésil ne devrait sortir que lentement de la récession", juge l'OCDE. Pour les Etats-Unis, l'organisation a également corrigé ses prévisions à la baisse, mais la croissance prévue reste forte: 2,1% cette année (contre 2,6% espéré en mai), puis 3,1% en 2015 (contre 3,5%). La Chine devrait croître de 7,4% cette année et 7,3% l'an prochain, des prévisions inchangées depuis mai. L'Inde devrait connaître une croissance de 5,7% cette année (0,8 point de mieux qu'en mai) et 5,9% en 2015 (inchangé). Face à ce paysage très contrasté, l'OCDE reconnaît que les remèdes politiques divergent selon les zones, tout en considérant que "la reprise mondiale a besoin d'une poursuite du soutien à la demande". La zone euro en particulier a besoin "d'un soutien monétaire plus vigoureux" pour échapper à un glissement dans la déflation. L'organisation souligne les risques pesant sur cette reprise mondiale inégale: les dangers géopolitiques liés à "l'intensification des conflits en Ukraine et au Proche-Orient ainsi que l'incertitude grandissante au sujet des résultats du référendum sur l'indépendance en Ecosse", de même que la vulnérabilité de certaines économies émergentes face à la perspective d'un durcissement monétaire aux Etats-Unis.

AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES

CUBA : LE 10^e COLLOQUE INTERNATIONAL POUR LA LIBÉRATION DES CINQ

La Havane, le 12 septembre : Le grand escalier de l'université de La Havane a accueilli la veillée culturelle qui a mis fin au 10e Colloque International pour la Libération des 5 et contre le terrorisme qui a siégé pendant deux jours à La Havane.Le colloque évoquait le 16^e anniversaire de l'arrestation des 5 à Miami où ils surveillaient des organisations terroristes pour prévenir Cuba des attentats la prenant pour cible. Quelque 300 délégués de 47 pays ainsi que la population de La Havane ont assisté au Gala. Fernando González ,

l'un des 2 antiterroristes qui ont purgé la totalité de leurs peines et se trouvent à Cuba a pris part au colloque. Au cours de la clôture, Fernando González, qui est également vice-président de l'ICAP, l'Institut Cubain d'Amitié avec les Peuples, a signalé qu'il voudrait bien que ce soit le dernier colloque car une prochaine rencontre devrait se dérouler avec la participation de ses camarades Gerardo Hernández, Ramón Labañino et Antonio Guerrero, de retour dans leur patrie. Il a remercié les amis de la cause des 5 qui ont répondu à la convocation du colloque de La Havane. Il a ajouté que cette réunion a été une expression de la force, de la maturité et de l'ampleur du travail qui est fait dans tous les pays en faveur du retour de Gerardo, d'Antonio et de Ramón". Il a rappelé que les journées internationales d'appui aux 5 ont commencé le 4 septembre, date du 17e anniversaire de l'assassinat du jeune italien Fabio Di Celmo, victime d'un attentat terroriste dans un hôtel de La Havane. Il a indiqué que ces journées prendront fin le 6 octobre, date à laquelle, en 1976, un attentat terroriste a détruit en plein vol un avion de Cubana de Aviación tuant les 73 personnes qui se trouvaient à bord. Fernando González a mis l'accent sur le fait que l'auteur de ce fait exécrable, Luis Posada Carriles, vit en toute impunité à Miami. Fernando González, qui est également héros de la République de Cuba a réaffirmé que les 5 forment une unité monolithique : « C'est pourquoi, chaque fois que l'on nous verra René et moi, l'on se souviendra qu'il en manque trois encore qui doivent rentrer à Cuba ». Peu avant la Vénézuelienne Gabriela Ramírez a pris la parole au nom des participants au colloque pour renouveler l'engagement de poursuivre la lutte pour le retour des trois antiterroristes cubains qui sont en prison aux États-Unis depuis le 12 septembre 1998 date à laquelle les 5 ont été arrêtés. Le vice-président cubain Miguel Díaz Canel et des proches des 5 se trouvaient parmi le public nombreux qui s'est donné rendez-vous au grand escalier de l'université de La Havane.

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE LA CARAÏBE POUR 2014

Selon la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), la croissance de la zone Caraïbe devrait atteindre 2,0 % en 2014 (après +1,2 % en 2013) dans un contexte de stabilisation de l'inflation à 4,4% (+5,1 % en 2013) et de réduction de déficit budgétaire à 3,2% du PIB (3,6% du PIB en 2013). Cette progression est portée par l'amélioration de la

situation des principales économies mondiales et par la stabilisation du système financier des économies caribéennes. Au sein de l'union monétaire de l'Organisation des États de la Caraïbe Orientale (OECO), la reprise du BTP et l'amélioration de l'industrie touristique favorisent l'activité économique. La zone bénéficie ainsi d'une prévision de croissance de 1,7% en 2014 (après +1,1% en 2013). Le principal risque pour la croissance de ces économies réside dans la fragilité des finances publiques des pays membres. A cet effet, les stratégies de consolidations budgétaires devraient limiter les dépenses des gouvernements. Dans ce contexte, la Banque centrale de la Caraïbe orientale maintient son taux minimum de rémunération des dépôts à 3,0% et son taux d'escompte à 6,5%. En Jamaïque, les estimations de croissance du PIB sont en hausse à 1,2 % en 2014 (après +0,1 % en 2013). Les principaux défis de l'île concernent la forte inflation (+7,3 % sur un an à fin mai 2014) et l'importance de la dette publique (132 % du PIB en 2014). À Trinidad et Tobago, la croissance économique annuelle est estimée à 2,0 % en 2014 (après +1,6 % en 2013), encouragée par des réformes budgétaires et monétaires. L'inflation diminue (+3,3 % sur un an en avril 2014 contre +5,5 % un an plus tôt) en raison de la baisse des prix des produits alimentaires.

IRAK

CONFÉRENCE INTERNATIONALE À PARIS

La France a appelé la communauté internationale à agir vite pour contrer l'Etat islamique (EI), en ouvrant la conférence sur la paix et la sécurité en Irak réunie à Paris. Elle a exhorté ses partenaires occidentaux et arabes à s'engager "clairement, loyalement et fortement aux côtés des autorités irakiennes". "Le combat des Irakiens contre les terroristes est aussi le nôtre et nous devons nous engager ensemble (...) Il n'y a pas de temps à perdre", a déclaré le chef de l'Etat François Hollande, aux côtés de son homologue irakien Fouad Massoum. Une trentaine de pays, dont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu, débattront au cours de cette conférence des aspects sécuritaires, humanitaires et politiques de la réponse à apporter au défi posé par l'Etat islamique. Ce dernier a pris par surprise la communauté internationale cet été en s'emparant de plusieurs régions en Irak et en Syrie. "Daech (acronyme arabe de l'Etat islamique) a commis au

cours de ces derniers mois des massacres, des crimes que l'on peut qualifier de génocide, de purification ethnique et religieuse à l'encontre de milliers de citoyens", a souligné Fouad Massoum. "Nous sommes devant un grand danger (...). Peut-être que l'espoir réside dans les décisions rapides et radicales contre ce terrorisme d'un genre nouveau", a-t-il ajouté, deux jours après la diffusion d'une vidéo mettant en scène la décapitation du britannique David Haines, le troisième ressortissant occidental exécuté en un mois par l'EI. La conférence doit également permettre de préciser le rôle de chaque pays ayant fait part de son souhait de participer à la coalition internationale annoncée il y a dix jours par les Etats-Unis. Une dizaine de pays occidentaux ont accepté de constituer le noyau dur de cette coalition. Washington a aussi obtenu l'engagement de dix pays arabes, dont l'Arabie saoudite et le Qatar, à lutter contre l'EI. Après plusieurs jours de rumeurs sur son éventuelle participation, l'Iran n'était pas représenté lundi à Paris. "Nous voulions un consensus autour de la question de la participation de l'Iran mais à la fin il était plus important d'avoir certains pays arabes que l'Iran", a expliqué un haut diplomate français. L'Iran a rejeté une demande de coopération des Etats-Unis contre l'EI, a pour sa part déclaré le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, selon son site officiel. "J'ai refusé car ils (les Etats-Unis) ont les mains entachées", précise-t-il. Au moment où s'ouvrait la conférence sur l'Irak, l'armée française a mené ses premiers vols de reconnaissance au-dessus du territoire irakien. Deux Rafale et un ravitailleur ont décollé depuis la base française d'al Dhafra, aux Emirats arabes unis, où le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian s'est rendu lundi.

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX

ASIE

La bourse est fermée au Japon .

ÉTATS UNIS

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé lundi, en attendant la réunion de la Réserve fédérale américaine. Le marché était affaibli par des ventes dans le secteur technologique, la perspective de l'introduction en Bourse d'Alibaba incitant les investisseurs à faire de la place dans leurs portefeuilles. Le Dow Jones a repris 43,63 points, soit 0,26%, à 17'031,14 points. Le S&P-500, plus large, a été quasiment stable (-1,41 point, soit -0,07% à 1984,13 points). Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 48,70 points (-1,07%) à 4518,90 points. De même, l'indice du secteur technologique du S&P 500 a perdu 0,63% après avoir atteint un record pluriannuel jeudi dernier.

EUROPE

Les Bourses européennes ont terminé lundi en ordre dispersé la première séance d'une semaine qui sera dominée par la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale et le référendum sur l'indépendance de l'Ecosse. Toutes dans le rouge dans la matinée sous le coup de statistiques chinoises jugées peu rassurantes, les places européennes ont effacé une partie de leurs pertes en raison d'un regain d'activité dans le domaine des fusions et acquisitions, Francfort finissant même de justesse dans le vert (+0,09% pour le Dax . À Paris, le CAC 40 a cédé 0,29% (-13,07 points) à 4.428,63 points et à Londres, le FTSE-100 a reculé de 0,04%. Les indices européens terminent en légère baisse avec -0,1% pour l'EuroStoxx 50 et -0,08% pour l'Eurofirst 300 . Les acteurs de marché ont l'esprit occupé par la décision de politique monétaire que prendra mercredi la Fed et par l'issue incertaine du référendum de jeudi sur l'indépendance écossaise.

CHANGE

L'euro reculait légèrement face au dollar lundi, dans un marché

attendant la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed), tandis que la livre sterling restait fébrile à trois jours du référendum sur l'indépendance de l'Écosse. Vers 18H00 GMT, la monnaie unique européenne valait 1,2940 dollar, contre 1,2964 dollar vendredi vers 21H00 GMT. L'euro reculait aussi face à la monnaie nippone, à 138,66 yens contre 139,16 yens vendredi soir. Dans les échanges asiatiques, la monnaie unique européenne est montée jusqu'à 139,22 yens, son plus haut niveau depuis deux mois et demi. Le dollar baissait face à la devise japonaise à 107,17 yens contre 107,34 yens vendredi soir. Vendredi, le dollar est monté jusqu'à son plus haut niveau en six ans face au yen (à 107,39 yens pour un dollar). "Les grandes monnaies sont cantonnées à des fourchettes d'évolution très étroites à l'orée d'une semaine qui promet d'être critique pour les marchés financiers", a noté David Rodriguez, de DailyFX. Vers 18H00 GMT, la livre britannique se stabilisait face à l'euro à 79,70 pence pour un euro, et baissait un peu face au billet vert à 1,6235 dollar pour une livre. La devise suisse était stable face à la monnaie unique européenne à 1,2103 franc suisse pour un euro, et baissait un peu face au dollar à 0,9353 franc suisse pour un dollar. La devise chinoise a terminé à 6,1414 yuans pour un dollar, contre 6,1351 yuans vendredi. L'or a terminé à 1.234,25 dollars l'once au fixing du soir, contre 1.231,50 dollars vendredi soir. Dans les échanges asiatiques, le métal jaune a chuté jusqu'à 1.225,67 dollars l'once, son niveau le plus faible depuis un peu plus de huit mois.

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION

MANAGEMENT, DROIT, PATRIMOINE

LE CLOUD

Cette semaine, il est partout. Avec cette histoire de photos de starlettes dénudées qui circulent sur Internet, impossible d'échapper au «cloud». Qu'on évoque des images qui fuient «de leur cloud» ou de «piratage sur un cloud», qu'on pose la question de la «sécurité des clouds» ou qu'on mette en cause la responsabilité d'Apple et de son service iCloud. C'est bien joli, mais

ça veut dire quoi, le «cloud»? Et d'où vient le fait qu'on utilise ce terme pour Internet? Posez la question autour de vous, vous vous rendez compte que très peu de personnes parviennent à définir ce terme sans se confondre en silences et en hésitations. Et quand bien même vous parviendrez à obtenir une poignée de réponses, vous risquez d'être surpris de la diversité de celles-ci. A ce titre, il ne paraît donc pas si absurde de voir le Daily Mail préciser dans ses pages, comme le signale The Guardian, que non, le «cloud» dont tout le monde parle en ce moment n'est pas «un vrai nuage». Pour lever le voile sur le mystérieux cloud, nous avons demandé à plusieurs spécialistes d'Internet leur avis sur l'origine du mot, ainsi qu'à quelques entreprises qui en font aujourd'hui leur fond de commerce (Dropbox, Amazon, Cloudwatt). Difficile d'obtenir un acte fondateur précis. A les en croire, l'image du nuage a toujours été plus ou moins utilisée dans des schémas censés représenter Internet. «Au début des années 1990, quand des ingénieurs informaticiens faisaient des schémas de l'architecture du réseau où il fallait placer des équipements comme des serveurs, ils dessinaient un nuage dès qu'on sortait en dehors des réseaux de l'entreprise», raconte ainsi le directeur de Cloudwatt, Didier Renard, qui a bien voulu répondre à notre question de vocabulaire –à l'inverse d'Amazon, qui «n'est pas linguiste», et Dropbox, qui n'a pas répondu à notre demande. Le célèbre Licklider lui-même, connu pour avoir lancé l'ancêtre du Net, l'Arpanet, surnommait dès les années 1960 les collaborateurs associés à ce projet de réseau «l'Intergalactic Computer Network, le réseaux d'ordinateurs intergalactique», raconte le livre Les Sorciers du Net. A cette époque donc, le cloud désignait grosso modo tout Internet. Une utilisation qui révèle aussi, tout en la masquant de manière pratique, la difficulté de représenter et de se figurer le réseau. Ce qui explique que le terme a progressivement été repris par les services marketing des entreprises du numérique: un Clipart de nuage vaut mieux qu'un enchevêtrement de câbles, de serveurs et de routeurs. A ce titre, il est aussi facile de comprendre pourquoi certains spécialistes du réseau détestent cette notion si floue de «nuage», qui éloigne encore plus Internet du «monde réel», IRL, dont il est censé être détaché. «Je le déteste, mais j'ai fini par abandonner», confiait par exemple en 2011 au site Technology Review du prestigieux MIT un certain Carl Bass, alors directeur d'une entreprise qui venait de lancer une campagne axée... sur le cloud-computing. Et d'ajouter:«Je ne pensais pas que le terme aidait à expliquer quoique ce soit aux personnes qui ne savaient

pas déjà de quoi il s'agissait.» Aujourd'hui, le cloud désigne toujours Internet, mais il semblerait que la définition soit désormais un poil plus précise. Exit les tuyaux, il est surtout question ici de stockage de données en ligne. Le cloud symboliserait alors ce changement récent dans nos usages, qui fait que nous n'amassons plus de documents, de vidéos, de musique et de photos sur des disques dur empilés dans notre salon, des clés USB ou bien encore des CD et DVD (rappelez-vous de cette période où vous maîtrisiez ou connaissiez quelqu'un sachant piloter un graveur et les logiciels qui vont avec!), mais que nous déposons tout en ligne. Que ce soit chez Google, Apple (et son fameux iCloud), Apple, Dropbox ou d'autres. Cette utilisation du cloud pris comme un espace de stockage en ligne remonterait, à en croire toujours Technology Review, à 1996. A l'époque, une entreprise qui n'existe plus aujourd'hui, NetCentric, intéressait fortement l'entreprise Compaq. Cette dernière voulait que cette jeune société l'aide à développer «un modèle de vente de serveurs aux fournisseurs d'accès à Internet», raconte Technology Review. Un service proposant par exemple «4,95 dollars pour 253 Mb de stockage en ligne» –ce qui, à l'époque, n'existait pas encore! Et qui a mené à une utilisation intensive du mot cloud, au sens vendu aujourd'hui par Apple, Google et autre Amazon, dans le business plan proposé à l'époque par NetCentric, que s'est procuré TechnologyReview. Le terme n'a néanmoins pas décollé immédiatement: il aura fallu attendre les années 2000 pour le voir faire flancher les coeurs des services commerciaux et marketing. «Le terme a décollé en même temps que le web 2.0», nous confie ainsi un spécialiste de la question, tel «un bout de jargon que beaucoup de patron du secteur de la tech trouvaient ennuyeux, mais aussi difficile à éviter», résume Technology Review. Le 9 août 2006, le boss de Google Eric Schmidt lance le mot lors d'une conférence. Quelques semaines plus tard, le 24 août, Amazon s'y met aussi, raconte John Willis, un développeur, sur son site, et «inclut le mot "cloud" à l'EC2», pour «Elastic Compute Cloud», un service permettant aux professionnels en ligne d'héberger les serveurs dont ils ont besoin, et de manière dynamique. Une flexibilité qui rappelle aussi que le cloud n'est aujourd'hui plus seulement la possibilité de disposer, en gros, d'un disque dur en ligne. C'est aussi de la puissance de calcul en dehors de notre ordinateur. Amazon et d'autres ne fournissent pas seulement de la capacité de stockage, ils proposent de véritables machines virtuelles: l'équivalent de tout un tas d'ordinateurs, mais simulés au sein d'un seul appareil (comme un serveur ou un

ordinateur, un physique, en dur), et qui exploitent simultanément toutes les ressources de cet appareil. Un peu comme si nous arrivions à assigner plusieurs tâches à notre cerveau afin d'exploiter 80% de ses capacités, au lieu des 20% prétendus. Face à toutes ces possibilités, toutes ces significations, de l'ossature toute entière du Net au stockage de données en ligne, en passant par une puissance de calcul accessible à distance, on comprend mieux pourquoi, comme l'écrit John Willis sur son site, «les esprits du marketing [...] ont réalisé que le terme cloud était de loin plus joli, et plus vendeur pour les utilisateurs». Et force est de constater que ça marche! A la croisée des usages, du besoin de consulter de n'importe quel endroit des documents et du marketing léché, nous utilisons tous aujourd'hui le cloud. Des internautes comme vous, moi et donc Jennifer Lawrence, aux entreprises qui ont pour beaucoup depuis longtemps abandonné l'idée d'avoir des serveurs dans leurs murs. Si on comprend la démarche, on peut néanmoins se demander si le dit cloud n'a pas un peu plus éloigné, en le rendant nébuleux, flottant, presque immatériel, Internet de ses usagers, pourtant toujours plus nombreux. Dommage.

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD ELUTHER

T TABLEAU DE BORD

LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2014 à 9,53 euros de l'heure. Avec cette hausse, le salaire minimum passe à 1445,38 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minimum est différent.

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

Au quatrième trimestre 2013, l'indice de référence des loyers augmente de 0,69 % sur un an. Au quatrième trimestre 2013, l'indice de référence des loyers atteint 124,83. Sur un an, il augmente de 0,69 %.

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION

L'indice du coût de la construction (ICC) s'établit à 1 615 au quatrième trimestre 2013 après 1 612 au trimestre précédent. En glissement annuel, l'ICC diminue (-1,46 %).

INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX

Un avis publié au Journal officiel du 6 avril 2014 précise que l'indice des loyers commerciaux (ILC) du quatrième trimestre 2013, calculé sur une référence 100 au premier trimestre de 2008, atteint 108,46.

POPULATION

POPULATION 2011: 404 635 habitants

OFFRE

PIB 2012 : **8033** dont 34 % de PIB non marchand (2 732)

IMPORTATIONS 2012: **2686**

RESSOURCES TOTALES : 10 719

DEMANDE

CONSOMMATION 2012: 8 467 (**4895** ménage et **3572** administration)

INVESTISSEMENT 2012 : **1419**

EXPORTATIONS 2012 : **808**

DEMANDE TOTALE : 10 719

PRIX

JUILLET 2014 : - 0,2 % % sur un mois ; 0,3 % sur un an.

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI (A B C E) en juillet 2014:74290 (1,6 % sur un mois et 4,1 % sur un an).

OFFRES D'EMPLOI en juillet 2014 : 750 (- 13,8 % sur trois mois).

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49 800 (dont 8,500 industrie , 7,500 construction, 33,800 service marchand)

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires (état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

ENTREPRISES CRÉÉS

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : **5 004 (-10,9 %)**

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire_economique_c/

LA NATION POUR VOUS INFORMER

21 LA NATION N°1092 /LUNDI 15 SEPTEMBRE 2014